

MODALITÉS ET CONDITIONS DE TRANSPORT

1. Le transporteur des marchandises décrites au recto des présentes, ou son mandataire, assume la responsabilité de quelque préjudice causé par la perte ou l'endommagement des marchandises, ou par un retard lors de leur transport, sauf suivant ce qui est prévu ci-dessous.
- 2.i Lorsque les marchandises sont acheminées par plusieurs transporteurs, le transporteur initial est responsable de la perte ou de l'endommagement des marchandises, ou d'un retard dans la livraison de celles-ci, tandis qu'elles sont en possession de tout autre transporteur à qui elles ont été livrées.
- ii. Il appartient au transporteur initial de prouver que tout préjudice subi du fait de la perte ou de l'endommagement des marchandises, ou d'un retard dans leur livraison, ne résulte pas d'un acte, de la négligence ni de l'omission de tout autre transporteur à qui les marchandises ont été livrées.
- iii. Le transporteur initial a le droit de récupérer auprès de tout autre transporteur mentionné dans le présent article la somme qu'il a payée à l'égard d'une responsabilité au titre d'une perte ou d'un endommagement des marchandises tandis qu'elles étaient en la possession de l'autre transporteur.
- iv. Le présent article ne touche en rien les recours ni les droits d'action de quiconque à l'encontre de tout transporteur.
3. Le transporteur est responsable de tout préjudice subi du fait d'une perte, de l'endommagement ou du retard lors du transport des marchandises décrites dans le connaissement, sauf s'il prouve que cette perte, ce dommage ou ce retard découle d'un cas de force majeure, d'actes d'hostilité, d'émeutes, de grèves, d'une défectuosité ou d'un vice propre des marchandises, ou de la négligence ou d'un manquement de l'expéditeur, du propriétaire ou du consignataire.
4. Les transporteurs ne sont pas tenus d'utiliser un moyen de transport en particulier pour acheminer les marchandises, ni de les livrer à temps dans un marché donné ou d'une autre façon qu'en procédant à leur acheminement normal, à moins d'une entente expressément endossée dans le connaissement.
5. Si le transporteur se voit dans la nécessité, notamment en raison d'un accident ou d'une catastrophe naturelle survenant sur son itinéraire, d'acheminer les marchandises par un moyen autre que celui qui est mentionné dans le connaissement, sa responsabilité demeure celle prévue aux modalités et conditions énoncées.
6. Sauf en cas de négligence du transporteur à l'égard des marchandises, si une personne autorisée demande que le transport des marchandises soit interrompu et qu'elles soient détenues en transit, les dommages-intérêts strictement reliés à ce retard devront être assumés par cette personne. Il incombe au transporteur de prouver l'absence de négligence.
7. Sous réserve de l'article 8, le montant de toute perte ou de tout endommagement dont le transporteur est responsable, que cette perte ou ce dommage découle ou non d'une négligence, sera le moindre des deux éléments suivants :

- i. la valeur des marchandises à l'endroit et au moment de l'expédition, notamment le fret et les autres frais déjà payés, et
 - ii. 4,41 \$ par kilogramme calculé d'après le poids total de la cargaison.
8. Si l'expéditeur a déclaré une valeur pour les marchandises à l'endos du connaissement, le montant d'une perte ou d'un endommagement dont le transporteur est responsable en sera la valeur déclarée.
- 9.i S'il est convenu que les marchandises sont transportées aux risques de l'expéditeur, cette entente ne couvre que les risques nécessairement reliés au transport et ne libère pas le transporteur de sa responsabilité au titre d'un préjudice découlant d'une perte, d'un endommagement ou d'un retard causé par la négligence du transporteur ou de ses mandataires ou des membres de son personnel.
- ii. Il incombe au transporteur de prouver l'absence de négligence.
- 10.i Les transporteurs n'assument aucune responsabilité pour un préjudice découlant de la perte, de l'endommagement ou du retard des marchandises transportées d'après le connaissement, à moins qu'un avis, imprimé ou sur support électronique, précisant l'origine, les destinations et la date d'expédition des marchandises ainsi que le montant estimatif réclamé au titre de la perte, de l'endommagement ou du retard ne soit transmis au transporteur initial ou au transporteur livreur, dans les soixante jours après la livraison des marchandises ou, s'il n'y a pas eu livraison, dans les neuf mois après la date d'expédition.
- ii. La déclaration finale relative à la réclamation doit être déposée dans les neuf mois suivant la date d'expédition, accompagnée d'un exemplaire de la facture de transport payée.
- 11.i Sur demande du transporteur, le fret et tous les autres frais légitimes reliés aux marchandises doivent être payés avant la livraison.
- ii. Après inspection, s'il est établi que les marchandises expédiées ne sont pas celles décrites dans le connaissement, les frais de transport doivent être réglés à l'égard des marchandises réellement livrées, en même temps que tous frais supplémentaires légitimes payables à leur égard.
 - iii. Lorsque l'expéditeur n'indique pas qu'une cargaison doit être expédiée franc de port, ou à d'autres conditions, elle sera automatiquement envoyée en port dû.
- 12.i Si le transporteur ne peut livrer la marchandise et que cette situation ne dépend pas de lui, il doit immédiatement aviser l'expéditeur et le consignataire de l'impossibilité de livraison et demander à l'expéditeur de lui donner des instructions.
- ii. En attendant ces instructions,
 - A. les marchandises peuvent être placées, au besoin, dans un entrepôt du transporteur ou, s'il n'en a pas, dans un entrepôt public ou muni d'une licence, à condition que les frais d'entreposage soient raisonnables, ou
 - B. si le transporteur a avisé l'expéditeur et que ce dernier ne lui a pas répondu dans les quinze jours, les marchandises peuvent être enlevées et entreposées dans un

entrepôt public ou muni d'une licence, moyennant des frais d'entreposage raisonnables, assumés par l'expéditeur, jusqu'à ce que le transporteur reçoive des instructions de l'expéditeur.

12. Si le transporteur donne un avis aux termes de l'alinéa i de l'article 16 et qu'aucune instruction n'est reçue dans les quinze jours par la suite, il peut retourner toutes les cargaisons non livrées visées par cet avis à leur expéditeur, aux frais de ce dernier.

13. Aucune limitation de la responsabilité du transporteur indiquée sur le connaissement ni modification du connaissement par l'expéditeur et le transporteur initial ou leurs mandataires, n'aura d'effet qu'accompagnée de la signature et des initiales de ceux-ci.

14. i. L'expéditeur est responsable d'indiquer le poids exact des marchandises sur le connaissement.

ii. Si le poids réel de la cargaison n'est pas celui qui est indiqué sur le connaissement, le transporteur a le droit de corriger le poids indiqué sur le connaissement.

15. i. Le transporteur n'effectuera la livraison d'une cargaison contre remboursement que si celle-ci est payée intégralement.

ii. Les frais reliés à la récupération et à la remise du montant indiqué dans les factures de livraison contre remboursement, au titre des livraisons C.R., doivent être récupérés auprès du consignataire, sauf instructions contraires de l'expéditeur sur le connaissement.

iii. Le transporteur doit remettre à l'expéditeur, ou à une personne nommée par l'expéditeur, les sommes récupérées à l'occasion des livraisons contre remboursement, dans les quinze jours après les avoir reçues.

iv. Le transporteur garde toutes les sommes reçues à l'occasion des livraisons contre remboursement en fidéicommiss ou dans un compte distinct des autres recettes et liquidités de son entreprise.

v. Le transporteur doit inclure les frais reliés à la récupération et à la remise des sommes payées par les consignataires dans une rubrique distincte dans sa liste de prix.

16. Sauf mention contraire sur le connaissement, les marchandises qui y sont décrites seront réputées en quantité semblable et de qualité comparable.

17. Pour autant qu'une disposition contenue dans le présent connaissement, ou qui y est mentionnée, est contraire aux dispositions obligatoires et applicables de quelque traité international, loi, règlement, ordonnance ou exigence d'un gouvernement, cette disposition continue de produire ses effets au titre du présent connaissement dans la mesure où elle ne déroge pas à ces autres dispositions. L'invalidité ou le caractère inexécutoire d'une disposition du présent connaissement ne saurait toucher toute autre partie de celui-ci.

18. Le présent connaissance sera interprété conformément aux lois en vigueur dans la province du point d'origine et aux lois du Canada qui s'appliquent dans cette province, et les tribunaux de la province en question auront compétence unique et exclusive dans le cadre de toutes les poursuites intentées à l'égard de toutes questions reliées au présent connaissance.